



Université de Franche-Comté

La CGT infos N°77

Septembre 2024



cgt@univ-fcomte.fr



cgt-fercsup-ufc.bee.wf/



@CGTFERCSupUFC

UPBFC, où en est-on ?

Les statuts sont passés en instance. Comme prévu, rien ne pouvait bouger. Les négociations n'ont pas été faites avec les personnels de notre université ou leurs représentants mais avec les grandes personnes des autres établissements, l'UTBM et Sup-Microtech. Donc le CSAE a voté contre, unanimement. On a donc été reconvoqué et boum, le SNPTES a changé son vote et soutient l'EPE. Notre vote unanime lors de la première session nous a permis d'obtenir la promesse (hum hum) de passer de 4 à 6 biatss dans le CA (youpi). Mais bon, de toutes façon, le CSAE n'est que consultatif, c'est bien le CA qui décide, et il a voté pour, malheureusement...

Revenons à nos statuts, co-écrits avec les autres établissements, qui eux gardent leur personnalité morale et leur propre CA pendant que nous, on disparaît. Et on s'est couché sur pas mal de choses. A priori, ce sont les autres établissements qui voulaient autant de représentants du monde socio-économique. Pour rappel, ils sont huit sur quarante, soit deux fois plus que les représentants des Biatss, deux fois plus également que les représentants des étudiants. Les Biatss et les étudiants, ça ne parle pas stratégie, ça ne donne pas son avis ça exécute voyons. Et après, la présidence souhaite que les personnels s'identifient à cette nouvelle université, mouais. Université, enfin, ça a juste le nom. Plus de cadre commun, on sort du code de l'éducation. Plus de vision commune de l'ESR, chaque EPE va développer sa propre stratégie pour ramener avant tout le plus de pognon possible pour pouvoir survivre (voir ci-dessous). Concurrence, néo-libéralisme, des mots qu'on entend beaucoup trop et qu'on voit dans tous les tracts syndicaux ces derniers temps. Et pour cause, derrière ces mots, il y a des agents et des usagers de services publics, qui voient que tout se dégrade, que tout se dérégule et qui voient que le privé se développe à vitesse grand V, arrosé de fonds publics, et pas qu'un peu.

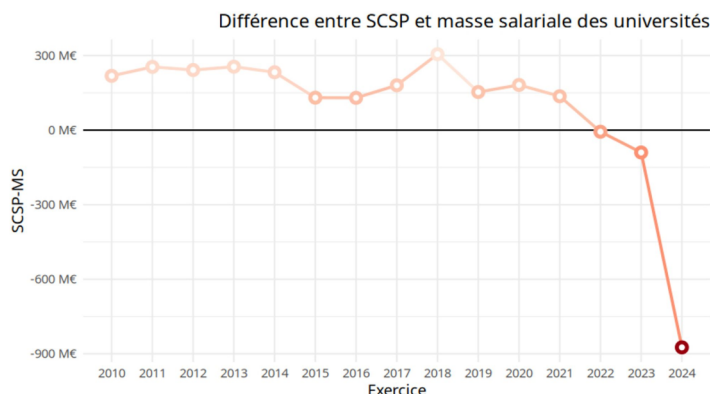
Revenons à notre EPE, établissement public expérimental. On va donc expérimenter la fin de la démocratie universitaire avec des instituts (collegium++) qui vont tout piloter entre grandes personnes. On va expérimenter la scission entre premier cycle et deuxième/troisième cycle. On va expérimenter un nouvel établissement avec l'UTBM avec qui les relations n'ont pas toujours été au beau fixe. On va expérimenter une espèce d'accord avec les Bourguignons et leur EPE Université Bourgogne Europe alors que c'est la guerre depuis des années. Nos "amis" dijonnais envisagent même d'attaquer le nom de notre future université si on garde le mot "Bourgogne". Chouette, on a hâte d'expérimenter tout ça !

Côté calendrier, l'UPBFC débarque au premier janvier mais les élections ne se feront qu'au printemps. Pour cette période transitoire, Macha Woronoff devient administratrice provisoire de l'EPE et Pascal Fabre assurera la présidence de notre Université de Franche-Comté et l'accompagnera jusqu'à sa fin de vie.

De notre côté, on ne s'attend pas à de changements brutaux mais plutôt à des complications organisationnelles dans un premier temps. Souvent silencieuses, elles mettent à mal les collectifs de travail et peuvent causer de gros dégâts à long terme. Si c'est le cas, n'hésitez pas à nous contacter. A part ça, la casse de l'université comme service public va continuer. Et on compte sur les dirigeants des différentes universités pour repartir dans des guéguerres d'égo à plus ou moins long terme.

Y'a plus de sous

D'après nos camarades du SNESUP, quatre universités françaises sur cinq risquent de terminer l'année en déficit (voir [ici](#)). La principale cause est la non-compensation de toutes les mesures prises par le gouvernement pour les salaires (primes, point d'indice, et toujours le GVT) mais également le coût de l'énergie.

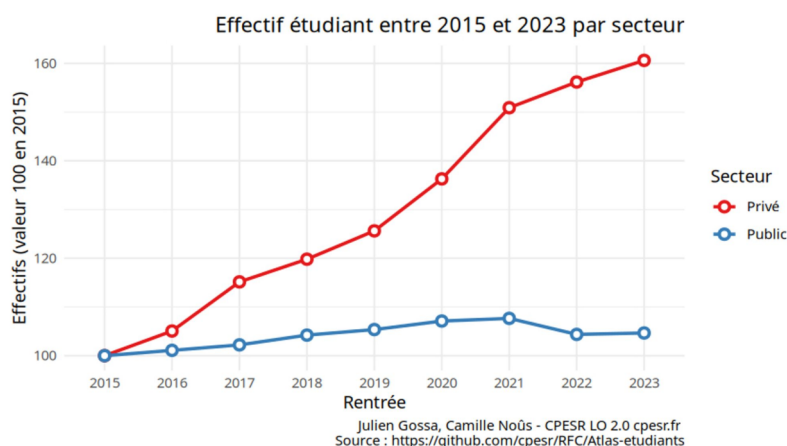


Source : Julien Gossa --

SCSP : Subvention pour charge de service public (en gros la dotation de l'Etat aux universités)

Alors oui, y'a plus de sous. Enfin pour financer les missions de base pour l'université. Et c'est peut-être là le plus inquiétant car pour certains, des sous, il y en a. Il y a tout ce qu'on voit dans notre quotidien avec des appels à projet à gogo, pour faire de la recherche, pour faire nos enseignements, pour faire nos travaux, pour lutter contre les VSS, et même des appels à projet pour répondre à des appels à projets pour répondre à des appels à projet pour répondre..... On n'en sort plus de tout ça. Il y a aussi les disparités rencontrées entre les composantes ou laboratoires de notre propre université avec des personnels avec des beaux bureaux et du beau matériel et certains personnels sans bureau et sans matériel. Oui oui, ça existe. Mais il y a surtout des sous pour le privé et le robinet grand ouvert de l'apprentissage.

Et donc que fait-on, nous universités ? On se la joue privé en essayant de développer l'apprentissage à tous les étages, on répond sagement à tous les appels à projet, on fait des beaux EPE que personne ne veut à part le ministère et qui ne répondent à aucun besoin. Bref, on vise à côté de nos missions de service public et c'est grave. Et la goutte d'eau, c'est ce nouveau gouvernement avec pour nous un ministre pour qui le modèle scientifique n'est rien d'autre que Didier Raoult (voir [ici](#)). Mais ouf, France Université [se réjouit](#).



Repyramidage PU, la série continue

Nouvelle campagne de repyramidage, 1 nouveau VP repyramidé, 7 hommes vs 1 femme.

Surtout ne changeons rien !